

Le réchauffement climatique devenu risque systémique

Même au pays du président enraciné dans le déni de l'anthropocène, les régulateurs des marchés financiers le concrétisent : les changements climatiques constituent un risque systémique. Il aura fallu plus de 30 ans après la création du GIEC, quelque 25 ans après la COP 1 de Berlin en 1995.

La reconnaissance est venue mercredi de l'agence américaine chargée de la surveillance des marchés de produits financiers dérivés (CFTC, en anglais). À l'ouverture d'une conférence sur le sujet à Washington, son commissaire s'alarmait du risque réel pour le système financier de l'impact des catastrophes naturelles liées aux changements climatiques. Dans un sens plus large, le régulateur américain soulignait, selon un texte de l'Agence France-Presse, que « les impacts du changement climatique affectent tous les aspects de l'économie américaine, depuis la production agricole jusqu'à l'activité manufacturière, et le financement de toutes ces activités à chaque étape [...] Non seulement les assureurs, les gestionnaires de portefeuilles, les fonds de pension, les banques commerciales et de détail doivent prendre en compte ce nouvel environnement », mais encore, « les plus touchés sont finalement souvent les agriculteurs, les investisseurs, les clients, les consommateurs et les propriétaires immobiliers », peut-on lire. La Commodity Futures Trading Commission n'est pas la Réserve fédérale, mais enfin.

Cette lecture s'ajoute à l'évaluation commandée par le Congrès américain rendu public en novembre 2018. Les quelque 300 scientifiques signataires concluaient à des dommages évalués dans les centaines de milliards de dollars causés par les émissions de GES. Des dégâts attendus qualifiés de « considérables pour l'économie américaine », débordant de la chute des rendements agricoles et de la multiplication des incendies de forêt destructeurs, avec des impacts parfois irréversibles pour des milliers d'années, parfois permanents. Un rapport gouvernemental qui avait reçu pour réponse du président américain un « je n'y crois pas ». [Donald Trump](#) venait de militer en faveur de l'adoption d'une politique environnementale visant à relancer une industrie du charbon moribonde sur le thème du « charbon propre ».

Après toutes ces années de rapports plus concluants les uns que les autres, mais après toutes ces Conférences sur le climat aboutissant à des interventions de façade sous un leadership politique circonstanciel, banques centrales et régulateurs adoptent désormais le scénario voulant que les effets et conséquences négatives aillent supplanter les retombées économiques de la transition et de l'adaptation. Le mois dernier, la Banque du Canada insérait les changements climatiques dans sa liste de sources de risques pour l'économie et le système financier au rang des points faibles. Peu avant, en avril, l'institution fédérale était de la trentaine de banques centrales qui, sous le leadership des banques d'Angleterre et de France, reprenaient le thème du verdissement de la finance internationale, exhortant les décideurs politiques et réglementaires à positionner leur système financier face aux changements climatiques. Au risque physique, qui interpelle particulièrement les assureurs et les banques, s'ajoute celui de responsabilité civile auquel s'exposent de manière plus sensible les gouvernements et les entreprises, pouvait-on lire dans *Le Devoir*. S'y greffe la relation risque-rendement associée à la transition vers une économie à faible émission en carbone. En appui, un rapport déposé par le Réseau des banques centrales et des superviseurs pour le verdissement du système financier (NGFS, en anglais) reconnaissait que les risques liés aux changements climatiques ne sont pas entièrement reflétés dans l'évaluation des éléments d'actif.

Le gros fonds souverain de la Norvège, dont l'actif de 1000 milliards est largement alimenté en pétrodollars, poursuit justement son délestage, sous les recommandations d'une Banque de Norvège suggérant d'en atténuer la vulnérabilité aux énergies fossiles. « Il s'agit de réduire et de disséminer les risques » encourus face à un recul permanent du prix du pétrole, expliquait en mars la ministre des Finances. Le gouvernement a donné le feu vert, mercredi, à une sortie plus remarquée des énergies fossiles, au profit d'un investissement accru dans le renouvelable. Selon Greenpeace, 5 milliards \$US sortiraient, ainsi, de la composante charbon et 8 milliards du secteur pétrole et gaz.

Des avancées par petits pas, disait-on.